



● **Faciliter un meilleur accès à la finance climat pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale Climat**

● **Mobiliser des ressources pour la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest**

● **Faciliter un meilleur accès des producteurs à l'information agrométéorologique**

● **Faire face aux chocs du système alimentaire et au nombre croissant de personnes vulnérables**



# Éditorial



**Chers Partenaires,**

Les multiples chocs causés, entre autres, par les changements climatiques, l'insécurité civile liée au terrorisme et les nombreux déplacés internes dans plusieurs pays continuent d'exacerber la situation alimentaire et nutritionnelle de la région. Le sombre tableau dépeint par les chiffres du Cadre Harmonisé de décembre 2023 indique que le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire pourrait atteindre 44,4 millions de personnes (+4% par rapport à la même période en 2023) durant la prochaine période de soudure entre juin et août 2024.

**Mme Massandjé TOURE-LITSE,**

*Commissaire aux Affaires Economiques et à l'Agriculture,  
Commission de la CEDEAO*

Face à cette situation, nous devons tous redoubler d'efforts dans la mise en œuvre des différentes initiatives en cours et à venir. Je salue les efforts de tous, acteurs du développement agricole dans les pays et au niveau régional ainsi que nos partenaires financiers et surtout nos décideurs politiques pour les mesures prises afin que notre région ne sombre pas dans une crise alimentaire sévère.

Pour l'année 2024, je voudrais réitérer mon souhait du renforcement de la coopération régionale et internationale afin de pérenniser les acquis et consolider les nombreux résultats déjà obtenus sur le terrain au bénéfice des populations dans les différents secteurs. Le renforcement du travail collaboratif et la mutualisation des efforts ainsi que des ressources permettront également à la région de maintenir les dynamiques déjà enclenchées et d'ouvrir de nouveaux chantiers pour juguler les crises alimentaires, nutritionnelles et pastorales.

Dans ce numéro, nous avons choisi de faire une halte sur des chantiers comme l'accès à la finance climat, la mobilisation des ressources pour la transition agroécologique, l'accès à l'information agrométéorologique, la transhumance apaisée, le conseil numérique agricole, le commerce intrarégional des produits agricoles et la résilience du système alimentaire de façon plus globale. Une façon de montrer qu'agir ensemble dans le cadre de la solidarité régionale devient de plus en plus une nécessité absolue pour réduire la vulnérabilité de la région et faire face collectivement aux risques induits par les impacts des changements climatiques d'une part et renforcer la résilience de l'agriculture ouest-africaine face aux multiples chocs d'autre part.

**ECOWAP News** nous fait une lecture croisée des acquis, des défis et des perspectives de la dynamique actuelle au sein de ces thématiques.

Le Département, Affaires Économiques et Agriculture de la Commission de la CEDEAO reste résolument engagé dans le renforcement des partenariats et des synergies dans la coordination régionale des projets et programmes au regard de la multiplicité des initiatives dans la mise en œuvre de la Politique agricole régionale et des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes dans la région.

Je vous souhaite une bonne lecture et vous remercie pour vos appuis multiformes.

## Ecowap News

### Dans ce numéro:

Éditorial.....02

Faciliter un meilleur accès à la finance climat pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale Climat.....03

Mobiliser des ressources pour la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest .....03

Faciliter un meilleur accès des producteurs à l'information agrométéorologique.....04

Faire face aux chocs du système alimentaire et au nombre croissant de personnes vulnérables.....05

Consolider le mécanisme de gestion des crises alimentaires conjoncturelles.....05

Promouvoir le pastoralisme et la transhumance en Afrique de l'Ouest : des résultats significatifs à la disposition des acteurs .....06

#### Directeur de publication

Mme Massandjé TOURE-LITSE

#### Rédacteur en chef

Francis Dabiré, ARAA

#### Comité de rédaction

Equipe de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR)

Equipe de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)

Equipe du Centre Régional de Santé Animale (CRSA)

## Faciliter un meilleur accès à la finance climat pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale Climat

*En 2022, la CEDEAO s'est dotée d'une Stratégie régionale Climat (SRC) dont les objectifs d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques par secteur (transport, agriculture, énergie, foresterie, eau, santé, etc.) constituent des enjeux prioritaires pour la région. La mise en œuvre effective de cette stratégie repose sur la mobilisation de ressources financières additionnelles innovantes dites « financement climatique ». La CEDEAO et le Fonds Vert pour le Climat conjuguent leurs efforts pour faciliter l'accès des parties prenantes auxdits financements.*

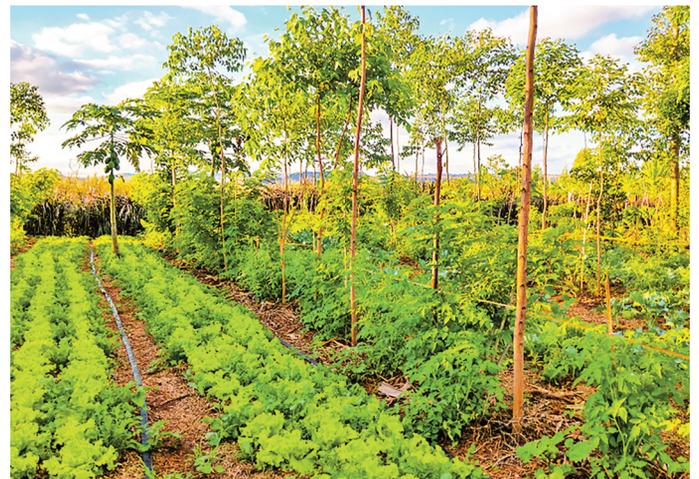


Les États membres de la CEDEAO sont confrontés, à des degrés divers, à des difficultés pour faire face aux exigences de la lutte contre les changements climatiques et pour transformer leurs stratégies d'action climatique en projets bancables, notamment dans le secteur agricole. Cette situation a été relevée dans la cartographie des flux financiers climatiques internationaux (2003 - 2022) réalisée par la CEDEAO et qui montre, en effet, un déficit d'investissement dans l'action climatique, par rapport aux besoins conditionnels exprimés par les États dans le cadre de l'Accord de Paris sur le Climat. Malgré des collaborations utiles avec différents partenaires, la nécessité d'augmenter le volume et l'efficacité des flux de financement climatique reste préoccupante.

Face à ces défis, la CEDEAO a renforcé sa collaboration avec les fonds internationaux dédiés à l'action climatique en particulier le Fonds Vert pour le Climat qui est le plus grand fonds dédié au climat. L'un des axes de cette coopération est l'accréditation de sa Banque d'investissement et de développement (BIDC) et de son Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) auprès dudit Fonds afin de multiplier les canaux d'acheminement des fonds climatiques vers la région à travers un accès direct. La CEDEAO offre ainsi un cadre propice à la réalisation des engagements climatiques de ses États membres et contribue activement à la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Dans cette perspective, et en complément à l'Initiative ouest-africaine pour une agriculture intelligente face au climat (WAICSA), qui vise à faciliter l'accès au financement pour une agriculture intelligente face au climat, l'ARAA a obtenu, en 2023, un financement de 1,4 million de dollars du Fonds Vert pour le Climat (FVC) en qualité de partenaire de mise en œuvre pour les États membres dans le cadre du programme d'appui préparatoire. Avec ce financement, la CEDEAO, à travers l'ARAA, va travailler à faciliter un meilleur accès à la finance climat pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale Climat à travers (i) le renforcement de capacités institutionnelles et techniques, (ii) la préparation et la soumission de portefeuilles de projets et (iii) le partage de connaissances et l'apprentissage.

La mise en œuvre de ces actions contribuera à lever les obstacles identifiés et faciliter l'appui de la Commission de la CEDEAO aux États membres dans la mobilisation du financement supplémentaire de 239 852 18 millions de dollars exprimés dans leurs Contributions Déterminées au niveau national (CND) pour les actions conditionnelles et inconditionnelles à l'horizon 2030.



## Mobiliser des ressources pour la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest

*Dans un monde en mutation marqué notamment par les changements climatiques, la crise énergétique et la perte de biodiversité, le modèle de développement économique actuel, peu respectueux des ressources naturelles, est de plus en plus remis en cause. Le cadre d'orientation stratégique de l'ECOWAP 2025, adopté en 2016, prône ainsi la nécessité de changer de paradigme de développement agricole.*

La transition agroécologique (TAE) apparaît comme une solution durable face aux défis agricoles auxquels fait face l'Afrique de l'Ouest. Pour concrétiser cette vision, il est crucial de mobiliser des ressources financières adaptées. Une leçon fondamentale est la nécessité d'assurer des financements à long terme pour soutenir durablement la TAE. Ces ressources doivent garantir un accompagnement technique et financier continu, offrant ainsi les meilleures chances de réussite aux projets agroécologiques. A cet effet, la diversification des sources de financement est essentielle.

Dans cette perspective, la CEDEAO met déjà en œuvre depuis 2018 le Programme Agroécologie en l'Afrique de l'Ouest (PAE) d'un coût total de 16,2 millions d'euros. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des acquis de ce Programme, un autre projet, DéSIRA+, d'un coût total de 20 millions d'euros financé toujours par l'UE et l'AFD, démarrera très prochainement pour soutenir des activités d'innovations agroécologiques à plus grande échelle. Enfin, une étude commanditée par la CEDEAO dans le cadre du Programme Agroécologie a permis d'identifier les sources de financement privés et publics de la transition

agroécologique qui viendront abonder le Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation (FRAA) de la CEDEAO.

La mobilisation des ressources auprès de ces sources de financement constitue le prochain chantier de la Commission de la CEDEAO pour un financement accru de la transition agroécologique en Afrique de



l'Ouest. Les fonds climat internationaux représentent également une opportunité majeure pour financer la TAE à grande échelle. Cependant, il est impératif de relever les défis liés à la coordination des acteurs aux différents niveaux d'intervention pour maximiser l'impact de ces ressources.



## Faciliter un meilleur accès des producteurs à l'information agrométéorologique

*L'amélioration de la productivité demeure un sujet préoccupant face aux défis imposés par les changements climatiques. Dans ce contexte, l'information agrométéorologique adaptée aux producteurs est considérée comme un intrant agricole au même titre que les fertilisants, les semences ou les plants. De nombreuses interventions de la CEDEAO visent à faciliter cet accès.*



L'accès aux informations météorologiques et climatiques en temps réel permet une meilleure programmation des activités agricoles et une augmentation de la productivité et de la production agricoles. Il réduit considérablement le risque de pertes d'investissements agricoles dues au retard et/ou à l'irrégularité de pluies. A travers plusieurs mécanismes dont ceux soutenus par le projet régional de promotion de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo), financé par le Fonds d'Adaptation à travers la BOAD à hauteur de 14 000 000 de dollars US, la Commission de la CEDEAO apporte des réponses à ce besoin.

Grâce aux interventions du Projet AIC par exemple, les réseaux d'observation météorologique et climatique pour la collecte et l'analyse de données dans les cinq (05) pays couverts par le projet sont densifiés par l'acquisition et l'installation de kits de pluviomètres à lecture directe, de thermomètres et d'anémomètres. Mieux, grâce au mécanisme soutenu par le projet, 60 000 producteurs, soit environ 5000 producteurs ont désormais accès aux informations agrométéorologiques adaptées à leurs besoins. Au travers des ateliers de renforcement de capacités, les producteurs sont regroupés autour de plateforme WhatsApp où sont partagées quotidiennement les informations climatiques utiles à leurs activités. Ces producteurs ont auparavant été formés à la lecture et à l'utilisation des informations agro-hydro-climatiques et leurs implications pour l'agriculture au niveau local, avec l'appui du Centre régional AGRHYMET, Centre Climatique Régional pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (CCR-AOS).

La réussite d'un tel processus nécessite aussi l'implication des services météorologiques nationaux qui participent à la fourniture des services climatiques en vue de la résilience des communautés. Au-delà des aménagements plus adaptés à promouvoir dans le changement de paradigme, la nécessité de développer des capacités en améliorant les atouts du capital humain ouest-africain doit constituer une priorité des Gouvernements et organisations intergouvernementales régionales.



## Faire face aux chocs du système alimentaire et au nombre croissant de personnes vulnérables

*Selon les chiffres actualisés du Cadre Harmonisé de 2023, la région comptera plus de 40 millions de personnes en situation alimentaire et nutritionnelle difficile pendant la période de soudure de 2024. Cette situation est due essentiellement à la vulnérabilité du système alimentaire et aux changements climatiques, aux fluctuations du marché alimentaire mondial, à la crise sécuritaire, etc. Face à ces chocs, la CEDEAO place la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région au centre de ses stratégies, notamment la Politique agricole régionale (ECOWAP).*

La région met en œuvre depuis l'année 2022, le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) avec l'appui financier de la Banque mondiale. Le FSRP est une approche programmatique qui vise à accroître la productivité agricole grâce à des pratiques agropastorales climato-intelligentes tout en promouvant le conseil numérique, le développement des chaînes de valeur et l'accroissement du commerce intrarégional des produits agricoles.

Pour l'instant, il cible près de six (06) millions de personnes dans huit (08) pays : le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo. Avec ce Programme, la région compte réduire, d'ici à 2026, le nombre de personnes vulnérables d'au moins 25%. En deux années de mise en œuvre, ce sont plus de 1 200 000 personnes, dont plus de 37% de femmes qui ont bénéficié des actions du FSRP.

### Conseil numérique versus Conseil agricole

Quoique complémentaires, les deux (02) concepts sont à distinguer. L'économie de la région est basée à plus de 60% sur l'agriculture. Pour bien tirer avantage de cet atout, l'encadrement des acteurs agricoles est une clé. Sur le terrain, le conseil agricole dans les pays procède par combinaison d'approches d'apprentissage comme (i) la démarche des champs-écoles paysans qui favorise les processus d'apprentissage croisés entre agriculteurs, avec les techniciens et parfois les chercheurs, (ii) les plateformes d'innovation qui regroupent les acteurs d'une filière pour résoudre des questions techniques et organisationnelles, (iii) le conseil paysan à paysan qui valorise les savoirs des paysans et assure une dynamique de conseil endogène, (iv) les visites d'échange d'expériences, etc.

Mais le contexte actuel marqué par un déficit d'agents d'encadrement agricole par rapport aux besoins dans la plupart des pays, impose à la région de changer d'approche pour plus de résultats. Pour ce faire, la CEDEAO encourage les gouvernements et les partenaires à tirer avantage du digital et mettre un accent particulier sur le conseil numérique qui est une approche innovante visant à intégrer les avancées technologiques dans l'agriculture. Cette approche permet d'anticiper les chocs, notamment climatiques, et de diminuer les coûts de production et la quantité des intrants (eau, énergie, engrais, pesticides, etc.), participant ainsi à l'amélioration de la compétitivité de toute la chaîne de production et de commercialisation.

### Commerce intrarégional des produits agricoles domestiques entre les pays de la CEDEAO

Le commerce international a connu une croissance constante au cours des dernières décennies, tandis que le commerce agricole intrarégional reste bien en deçà de son potentiel. Actuellement, le commerce intrarégional enregistré représente 12% des exportations totales contre 59% en Asie et 69% en Europe.

Ces chiffres ne sont pas seulement des statistiques, ce sont des réalités qui ont un impact direct sur la vie de millions de personnes dans la région. Ils représentent des opportunités manquées pour les agriculteurs, les entrepreneurs et les communautés locales alors que la région de l'Afrique de l'Ouest constitue un vaste marché susceptible de favoriser la croissance et la prospérité économiques.

Face à cette situation, la CEDEAO mène plusieurs initiatives pour améliorer la tendance. Avec le FSRP, la CEDEAO se dote d'un outil d'analyse innovant, le Tableau de bord du commerce et du marché agricole de la CEDEAO (EATM-SCORECARD) qui vise à mieux documenter le commerce intrarégional des produits agroalimentaires, identifier les lacunes des politiques commerciales agroalimentaires et renforcer la mise en œuvre des politiques régionales et des instruments régionaux de promotion du commerce intrarégional par les pays (SLEC, ECOWAP, ZLECAf, TEC, etc.). L'outil est en cours de déploiement dans les pays du FSRP avec des renforcements des capacités des acteurs pour faciliter la collecte des données commerciales.



## Consolider le mécanisme de gestion des crises alimentaires conjonctuelles

*L'Afrique de l'Ouest est l'une des régions du monde où l'insécurité alimentaire et nutritionnelle structurelle est la plus préoccupante. A ce défi s'ajoutent des chocs conjonctuels. Pour y faire face, la région s'est dotée d'une stratégie intégrée de stockage dont la mise en œuvre opérationnelle a débuté en 2016.*

Depuis 2011, la CEDEAO s'est dotée d'une stratégie régionale de stockage de sécurité alimentaire. Elle s'inscrit dans la vision triple de la Politique agricole régionale d'agir sur la production, les marchés et la volatilité des prix, et repose sur les piliers suivants : (i) le stockage de

sécurité alimentaire pour répondre aux besoins des populations vulnérables en cas de crise alimentaire conjonctuelle, (ii) les interventions (plus larges que le seul stockage) pour améliorer le fonctionnement des marchés et réduire la volatilité des prix, (iii) les filets sociaux de

sécurité alimentaire pour les populations en déficit structurel de moyens d'existence. Cette stratégie régionale repose sur la complémentarité de trois (03) niveaux de stockage appelés lignes de défense : (i) les stocks de proximité, généralement détenus par les organisations de producteurs, (ii) les stocks nationaux de sécurité gérés ou cogérés par les États et leurs partenaires, et (iii) la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA) gérée par la Commission de la CEDEAO.

Créée en 2013 par Acte additionnel au Traité de la CEDEAO par les Chefs d'États, la RRSA a été mise en place pour disposer d'un instrument souverain de gestion des crises alimentaires conjoncturelles, en appui aux 15 États membres de la CEDEAO. Elle vise trois objectifs spécifiques : (i) compléter les efforts des États membres pour fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle rapide et diversifiée, (ii) exprimer la solidarité régionale à l'égard des États membres et des populations affectées via des mécanismes transparents, équitables et prévisibles et (iii) contribuer à la souveraineté alimentaire et à l'intégration politique, économique et commerciale de l'Afrique de l'Ouest. Elle est composée d'une réserve physique et d'une réserve financière.

**Dix ans après sa mise en œuvre, quels sont les principaux acquis de la stratégie régionale de stockage ?**

On estime à ce jour à environ 70 millions d'Euros investis dans la mise en œuvre de la stratégie régionale de stockage, dont plus de 16 millions sur ressources propres de la CEDEAO. Elle a permis à la région d'enregistrer des acquis importants comme la RRSA avec une gouvernance et un cadre réglementaire clairs. La RRSA a pu constituer un capital de près de 63 000 tonnes de stocks physiques et est intervenue à dix-huit (18) reprises en appui aux États de la région confrontés à des crises alimentaires et nutritionnelles.



Par ailleurs, les pays de la CEDEAO + la Mauritanie et le Tchad se sont dotés de stratégies nationales et de procédures de stockage harmonisées. Les organisations de stockage de proximité ont fourni un effort important pour codifier leurs bonnes pratiques et renforcer leurs capacités de gestion. Les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire ont été renforcés permettant ainsi le développement d'outils d'aide à la décision pour une meilleure gestion des stocks aux trois échelles.

**Comment assurer la montée en puissance et la durabilité de la Réserve régionale de sécurité alimentaire ?**

Pour la rendre plus efficace, la CEDEAO a engagé un processus de révision de sa stratégie régionale de stockage au cours de cette année 2024. L'enjeu est d'adapter les instruments de la RRSA aux réalités du moment sur la base de l'expérience acquise sur le terrain et de l'évolution des enjeux de la région. Les principales préoccupations concernent notamment l'opérationnalisation du volet « aliment bétail » en réponse aux crises pastorales et le renforcement du volet produits nutritionnels, la révision des critères de déclenchement, l'évolution et l'adaptation du panier de produit, l'évolution du calibrage de la RRSA, l'opérationnalisation de la réserve financière, l'amélioration des approches de stockage des produits de la RRSA par la contractualisation avec les opérateurs privés et les OP et l'expérimentation du stockage en silo.

Le processus sera participatif et piloté par un comité de haut niveau qui va donner les grandes orientations et valider les produits élaborés aux différentes étapes. Il sera conclu par un atelier régional de validation des outils amendés lançant ainsi une nouvelle phase de la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stockage de sécurité alimentaire de la CEDEAO.



## Promouvoir le pastoralisme et la transhumance en Afrique de l'Ouest : des résultats significatifs à la disposition des acteurs

*La transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest et au Sahel est un objectif majeur que la CEDEAO recherche à travers plusieurs initiatives visant à contribuer au développement de l'élevage mobile ou pastoralisme en dotant le secteur d'infrastructures modernes. Ce travail se fait à travers la mise en place de mécanismes pour la gestion des ressources pastorales et le renforcement du dialogue entre acteurs afin de réduire les conflits.*

Dans le cadre du Programme régional de dialogue et d'investissement pour le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (PREDIP) mis en œuvre de 2019 à 2023 sous la coordination technique du CILSS, de nombreux acquis sont aujourd'hui disponibles. En effet, la région enregistre, entre autres ce qui suit :

- un service régional de l'information pastorale qui diffuse aux agropasteurs des informations techniques fiables et adaptées à leurs besoins en vue de leur permettre d'optimiser leurs choix tactiques et stratégiques de conduite des troupeaux et réduire leur exposition aux risques,

- le renforcement du dialogue et de la gouvernance de la transhumance transfrontalière à travers des cadres d'échanges directs entre acteurs de l'élevage et les agriculteurs. La perception du pastoralisme a quelque peu été améliorée en vue de réduire les conflits,
- à propos des infrastructures pastorales, la sous-région a accru son dispositif avec 1 482 km de pistes balisées/sécurisées, 43 points d'eau construits, 10 nouveaux marchés à bétail de 28 aires de pâturage et de repos aménagées, 14 banques d'aliments pour bétail construits et approvisionnés avec 1 100 tonnes d'aliments et 15 quais d'embarquement réalisés. Toutes ces infrastructures ont été cartographiées et géoréférencées pour faciliter leur accès et leur utilisation,

- un dispositif de surveillance épidémiologique des maladies animales transfrontalières ayant un impact sur la santé animale et humaine, de prévention et de gestion des maladies transfrontalières prioritaires et les zoonoses en définissant des cadres et stratégies que chaque Etat devra respecter.

Ces nombreuses avancées dans le secteur n'occulent cependant pas la nécessité pour la CEDEAO de faciliter la mise à l'échelle des acquis pour faire face aux défis toujours présents dans la région. Dans cette perspective, les expériences tirées de ces initiatives sont en cours de valorisation dans d'autres interventions (PRIDEC, PRAPS2, PRADEP-AOS, PRISMA, etc.) pour prendre en compte les nouveaux défis de la région. Il s'agit de poursuivre les efforts de dynamisation des cadres de concertation transfrontaliers et d'opérationnaliser l'observatoire régional des systèmes d'élevage mobile en Afrique de l'Ouest et au Sahel.





## Département Affaires Economiques et Agriculture (DAEA)

101 Yakubu Gowon Crescent, Assokoro District  
Abuja – Nigéria  
 [www.ecowas.int](http://www.ecowas.int)

### Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR)

 [ecowas.agriculture](https://www.facebook.com/ecowas.agriculture)  [ecowas\\_agric](https://twitter.com/ecowas_agric)  
 [agric\\_ruraldev@ecowas.int](mailto:agric_ruraldev@ecowas.int)  [www.ecowap.ecowas.int](http://www.ecowap.ecowas.int)

### Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)

 [araaraaf](https://www.facebook.com/araaraaf)  [ARAA\\_CEDEAO](https://twitter.com/ARAA_CEDEAO)  
 [araa@araa.org](mailto:araa@araa.org)  [www.araa.org](http://www.araa.org)

### Centre Régional de Santé Animale (CRSA)

 [rach\\_crsa@ecowas.int](mailto:rach_crsa@ecowas.int)